

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1971)
Heft: 143

Artikel: Le Fonds national suisse de la recherche scientifique : petits enjeux, beaucoup d'heureux
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1028142>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le Fonds national suisse de la recherche scientifique: petits enjeux, beaucoup d'heureux

Le Fonds national suisse de la recherche scientifique est né, comme la Confédération, un 1^{er} août. Hasard, symbole, volonté d'économie? Nous n'irons pas jusqu'à dire que cette date anniversaire soit pour le Fonds national aussi mythique que pour la Confédération. Car depuis la cérémonie du 1^{er} août 1952, dans la salle du Conseil des Etats, les finances fédérales ont versé à cette institution de droit privé plus de 400 millions de subsides — 398,1 millions très exactement jusqu'à fin 1969. De 2 millions de francs par an à la fondation, l'apport de la Confédération se monte maintenant à 60 millions et atteindra, dès 1974, 90 millions. L'ampleur des sommes investies, l'étendue des responsabilités assumées par le Fonds national et l'importance prise par la recherche fondamentale dans toutes les branches de la science ne permettent plus de considérer ce dernier comme une institution marginale, comme un épiphénomène universitaire. L'orientation d'une partie de la recherche scientifique, notamment dans les sciences humaines, privées pratiquement des ressources de l'économie privée, pourrait dépendre désormais de lui, et cette influence se répercuter jusque sur le travail effectué dans les universités. En regard du rôle croissant que joue le Fonds national, le rapport pourtant très sérieux qu'il publie chaque année ne paraît plus suffire à la curiosité légitime du citoyen. Car les questions que l'on aimerait poser dépassent largement la liste des bénéficiaires, le détail des sommes engagées et les noms des membres du Conseil de fondation et du Conseil de la recherche que contient cette brochure.

Recherche fondamentale et philosophie

Le message par lequel le Conseil fédéral proposait aux Chambres le 26 octobre 1951 la fondation d'un Fonds national justifiait cette proposition par la tradition d'éducation et de recherche propre à la Suisse et surtout par l'importance de la recherche fondamentale dans la société industrielle, recherche qui ne saurait d'ailleurs être purement utilitaire, « puisque l'histoire de la science montre clairement que le progrès technique et scientifique est lié, lui aussi, en dernière analyse, à la culture générale. » (Message concernant l'augmentation de la subvention annuelle ... 27 avril 1959, p. 2). En 1967, le professeur A. de Muralt évoquait à nouveau ce double aspect de la « philosophie » du Fonds national qu'il

présidait alors. « La Suisse fortement industrialisée, exportatrice couvrant le monde de ses produits, la Suisse dont les citoyens ont un haut niveau de vie, a depuis trop longtemps franchi le « point of no return » pour qu'elle puisse songer à revenir à la simplicité ancestrale. Nous devons courageusement suivre la route que nous avons choisie et avoir confiance dans l'avenir, ce qui signifie que nous devons garder notre rang parmi les pays qui, dans le monde, sont à l'avant-garde du progrès scientifique... » Or, si nous considérons la vie scientifique dans son ensemble, nous constatons que c'est précisément des disciplines philosophiques, philologiques et historiques qu'émane un esprit de synthèse d'autant plus nécessaire que la technique dirige de plus en plus notre vie. Suisses, habitants d'une terre dénuée de matières premières, nous sommes voués à un labeur opiniâtre et créateur pour suppléer à la pauvreté de notre sol. Pour que l'étincelle de l'invention ne cesse de jaillir, toutes nos recherches, que celle-ci relèvent des sciences naturelles, de la médecine ou de la technique, doivent être fondées sur les valeurs spirituelles que cultivent les sciences morales. La contribution de ces dernières est indispensable au renom de la Suisse aussi bien qu'aux communautés culturelles de tous les pays... » (Le Fonds national a quinze ans, pp. 46-47).

Une seule bénéficiaire

Mais ce double aspect n'est qu'un leurre. En dernier ressort, c'est à l'économie et à elle seule que revient le bénéfice de la recherche fondamentale et « désintéressée », non seulement dans les sciences exactes ou naturelles, mais aussi dans les sciences humaines. L'ancien président du Fonds national ne le cache d'ailleurs pas, lorsqu'il écrit, dans la même brochure, « Le prestige acquis par les chercheurs, dont les travaux ont attiré l'attention du monde, rejaillira sur le pays qui les abrite. Puis, directement ou indirectement, leur activité aura des répercussions économiques, car leurs travaux ou les collaborateurs qu'ils auront spécialement formés, constitueront un potentiel qui, d'une manière ou d'une autre, rendra d'éminents services à l'économie. » (id. p. 52).

La philosophie du Fonds national consiste donc à justifier une politique de la recherche qui se met au service d'une rationalité technico-économique

dont le but ultime est la croissance. C'est ce que révèle entre les lignes le message du Conseil fédéral et plus encore l'article du professeur de Muralt. C'est ce que démontre impitoyablement l'organisation et la gestion du Fonds national.

La part des sciences humaines tout d'abord a décliné dans l'ensemble des subsides accordés pour la recherche ou la publication de textes. Dans la période 1952-1957, cette part se montait à 28 % du total en moyenne, pour retomber durant les cinq années suivantes, alors que le montant des subsides fédéraux doublait, à 10 %. La moyenne des quinze premières années, fièrement proclamée en 1967, de 12,7 % pour les sciences humaines, n'atteint plus, poursuivie jusqu'en 1969, que 12,5 %.

Certaines sciences humaines

Ces sciences humaines, quelles sont-elles en outre? Il n'est pas inintéressant de se poser la question soit au niveau de leur classification, soit au niveau de l'attention qui leur est apportée. On constatera alors avec surprise, sauf à se placer dans une conception strictement utilitariste, que la géographie (liée à la climatologie et à la météorologie) n'appartient pas à la section I (sciences humaines), mais à la II (sciences naturelles exactes, aux côtés de la physique, de la chimie et des mathématiques). Qu'elle de spécialistes, ou mieux encore, difficultés de classer des sciences dont l'évolution depuis quelques années s'est accélérée et diversifiée, direz-vous. Ce n'est pas faux. Mais comment expliquer alors qu'il ne se trouve dans la liste des membres de la division I, chargés d'examiner les requêtes et de prendre les décisions, sauf renvoi en assemblée plénière du conseil de la recherche, aucun représentant de ces sciences humaines « nouvelles », en pleine évolution, comme la sociologie, la géographie, la science politique, etc...?

Sur le plan financier, on constate que, de 1952 à 1968, la théologie et histoire de l'Eglise a reçu pour la recherche et la publication de textes un peu moins de 4 millions de francs, soit presque autant que le droit et plus que l'économie politique ou la sociologie et orientation professionnelle (2,6 millions chacun). La répartition des fonds confirme donc ce que l'énumération des disciplines laissait déjà entrevoir, à savoir d'une part que les sciences humaines sont aux yeux du Fonds national les sciences mo-

L'extrême-gauche romande II: révélatrice de quoi?

Mai 68 a vu s'épanouir un nouveau type de formation politique d'extrême-gauche: les groupuscules. A ce phénomène, DP a consacré dans son numéro 140 un article qui s'efforçait de dresser la carte, toujours mouvante, de la géographie de l'extrême-gauche en Suisse romande.

Il s'agit maintenant de tenter une explication plus générale. Sur la base de la description précédente, nous pouvons convenir d'appeler groupuscules des groupes restreints qui prétendent à une visée politique révolutionnaire et se veulent en possession d'une idéologie rigoureuse liée à des doctrines telles que le marxisme, le trotskysme, le maoïsme, etc... Apparitions souvent éphémères et changeantes, en fréquents conflits les uns avec les autres, ils mènent leurs actions en dehors des partis et des syndicats ouvriers traditionnels, moins sous la forme de revendications continues et de vaste envergure que de coups de poings portés aux endroits chauds de la conjoncture, dans l'intention de mettre en crise le système. Cette praxis pointilliste à prétention globale correspond non pas tant à une théorie de la guérilla qu'aux possibilités réelles d'action que peuvent détenir de petits groupes instables de jeunes.

L'existence de tels groupes politiques pose plusieurs questions: Pourquoi leur audience grandissante

dans la jeunesse citadine suisse romande? D'où vient leur adhésion aux sources et aux doctrines traditionnelles du mouvement ouvrier? Comment expliquer la multiplicité de leurs actions, souvent vouées dès l'origine à l'échec?

Une tradition historique

Avant de savoir si nous pouvons négliger ce phénomène ou si nous devons au contraire le prendre au sérieux, reconnaissons qu'il n'est pas très nouveau dans l'histoire. Sans même en appeler à la longue tradition des révoltes de jeunes, par exemple étudiantes, qui exprime l'un des aspects du conflit des générations, on peut rappeler le puissant mouvement de jeunesse qui secoua l'Allemagne au tournant du XX^e siècle et la floraison dans notre pays par exemple, aux environs des années 30, des fronts d'extrême-droite fascistes ou para-fascistes.

Ces deux derniers cas sont intéressants parce que nous y trouvons déjà ce qui fait le fond commun des groupuscules, à savoir la critique radicale de la société industrielle et des valeurs de la bourgeoisie, le rendement, la course au profit et à la consommation, l'égoïsme individualiste, l'hypocrisie. La crise de civilisation qui s'est exprimée au travers des événements de mai 68 n'est donc pas récente et depuis cinquante ans, à travers des formes politiques di-

verses, une partie de la jeunesse bourgeoise remet périodiquement en doute les valeurs par lesquelles s'exprime son assise sociale. Cependant l'évolution sociale des pays industriels s'est poursuivie, au travers des guerres et des remous politiques et économiques, dans la même direction: rationalisation de la production, amélioration générale du niveau de vie, intégration économique et politique des classes laborieuses à la société bourgeoise, démocratisation de la vie culturelle et sociale, ce qui entraîne corollairement un décalage croissant entre la réalité et les schémas idéologiques des partis et des syndicats, pas uniquement d'ailleurs dans les formations de gauche.

De nouveaux groupes sociaux

Ces décalages sont nombreux et l'évolution accélérée de la consommation et des mœurs les rend chaque jour plus évidents. C'est ainsi que se précise de plus en plus clairement la figure de nouveaux groupes sociaux que certains n'hésitent pas à baptiser prolétaires bien qu'ils soient apparemment fort loin, financièrement ou socialement, de l'image traditionnelle qui s'attache à ce terme. Pourtant, ces groupes vivent bien une condition de prolétaire en ne pouvant dépasser la contradiction qui existe entre le pouvoir qu'ils pourraient détenir et l'impos-

rales par excellence: philosophie, philologie et histoire qui, comme l'écrivait excellemment le professeur de Muralt, cultivent des valeurs spirituelles. Quant au point de vue social, c'est-à-dire l'aménagement de l'espace géographique et humain dans lequel l'homme vit, en collectivité, il apparaît systématiquement comme négligé. Les responsables du Fonds, c'est-à-dire les membres des divisions, sont effectivement renouvelés assez fréquemment, ce qui est une nécessité, en raison déjà du poids de leur tâche. Mais ce renouvellement ne paraît pas entraîner une ouverture vers de nouvelles activités, vers de nouvelles préoccupations, infiniment plus importantes pour la survie de l'homme et de la société que les valeurs individualistes que l'on entend cultiver pour faire contrepoids à la technicité croissante. De qui, de quoi, aurait-on peur?

Jeunes chercheurs

Parmi les motifs d'inquiétude qui justifiaient en 1952 la fondation du Fonds national ne figuraient pas seulement l'état de la recherche pure dans les hautes écoles, mais aussi les difficultés rencontrées au niveau de la relève scientifique (et universitaire). Or la première préoccupation risquait de contredire la seconde. Relisons sous la plume du professeur de Muralt les critères d'estimation d'une requête déposée auprès du Fonds national: « C'est naturellement toujours la valeur personnelle du chercheur qui est l'argument principal; il sera jugé sur sa production scientifique, l'originalité de ses travaux et sa capacité de diriger une équipe de recherche. Animé d'un vif esprit critique, il devra jouer dans sa spécialité d'une réputation méritée! » (id. p. 53). Quel jeune chercheur, frais émoulu de l'université, quel travailleur solitaire, menant de front une recherche et un métier d'enseignant secondaire, par exemple, pourrait satisfaire à de pareils critères? Conscient de cette difficulté, le Fonds créait des subsides de chercheurs débutants, attribués par les commissions locales de recherches (universités, institutions scientifiques nationales) complétés il y a quelques années par des bourses plus importantes dépendant, elles, du Fonds national lui-même. En seize ans, 1058 boursiers ont bénéficié de cette possibilité, pour un total de 13,1 millions de francs, dont un peu moins de la moitié est allé aux sciences humaines. Cet effort est méritoire, mais il est allé

proportionnellement en décroissant. Dans ce cas aussi, le Fonds national ne prend pas de risque et son action tend à consolider les hommes et les institutions en place plus qu'à préparer l'avenir.

Préparer l'avenir, mais au nom de quoi? Dès l'origine, le Fonds national a refusé d'être le lieu de réflexion et l'instrument de réalisation d'une véritable politique nationale de la recherche qui, entre le dirigisme étatique et l'anarchie libérale, permettrait de développer des secteurs de recherches adaptés à nos besoins communautaires (p. ex. aménagement du territoire, planification économique) et à nos possibilités matérielles. Découvrant sa conception de la recherche fondamentale « économique et avec des moyens raisonnables », le professeur de Muralt écrit en 1967 que « le premier principe consiste à choisir des chercheurs de première force ayant reçu une excellente formation... Le deuxième principe revient à mettre à disposition de ces savants des collaborateurs qualifiés et des moyens suffisants... Et cela suffit. C'est ainsi et ainsi seulement que se constitueront d'eux-mêmes des « centres de gravité » de la recherche. » (id. p. 52).

Centres d'excellence

Mais cela suffit si peu que le Fonds, après avoir encouragé la création de ces derniers pour des raisons financières, doit envisager maintenant la création de « centres d'excellence », qui permettront de regrouper un peu les efforts. Mais ni ces « centres d'excellence », ni la création, il y a quelques années, d'une commission de planification, même s'ils inspirent demain la politique du Fonds et limitent le saupoudrage des crédits, ne peuvent remplacer une politique raisonnée de la recherche. Car une fois encore, ces efforts de « centralisation » porteront essentiellement sur les sciences naturelles exactes et la médecine, grandes dévoreuses de crédits. Dans le domaine des sciences humaines, où règne l'anarchie du fait de l'atomisation des recherches et de l'individualisme des chercheurs, le Fonds n'entreprend rien pour encourager des entreprises nouvelles, pour stimuler la recherche interdisciplinaire, puisque, dans ce domaine, Dieu merci, la liberté ne coûte pas trop cher. C'est ainsi que l'inspiration des requérants, tempérée par les rapports de puissances, définit une politique de la recherche.

Malgré l'évolution qui se fait dans le reste du monde, malgré la mise en place de nouveaux organismes, tel le Conseil suisse de science, dont les avis demeurent académiques, puisque désintéressés, le Fonds national se cramponne à un empirisme prudent. Cet empirisme semble en effet devoir être renforcé encore par le transfert du centre de gravité du travail, qui s'est opéré au sein du FNRS, depuis quelques années, et qui est devenu maintenant statutaire. Certaines compétences du Conseil de la recherche — organe exécutif — ont en effet passé à son bureau, en raison de l'augmentation de ses membres, nommés pour une petite part par le Conseil fédéral et pour l'essentiel pour le Conseil de fondation. D'autre part, les divisions ont pris une place accrue puisqu'elles examinent les requêtes et se contentent de faire ratifier leurs décisions en séance du Conseil de la recherche. Les représentants des sciences humaines (division I), des sciences naturelles (division II) et de la médecine (division III) — dont la liste des membres, on se demande pourquoi, n'est pas fournie dans les rapports annuels du FNRS — travaillent désormais séparément, et cette nécessité pratique rend encore plus impensable l'élaboration d'une ligne politique commune.

Le véritable but du fonds

Mais cet empirisme est coûteux comme le démontre avec éclat le Message du Conseil fédéral du 28 mai 1969 en demandant une augmentation progressive de 60 à 90 millions de la subvention annuelle au Fonds national. Comment pourrait se discuter aujourd'hui la nécessité de la recherche scientifique? Peut-être en se demandant si le véritable but du Fonds doit être de venir en aide à deux catégories seulement de secteurs: ceux qui sont fondamentaux pour l'économie privée et ceux qui lui sont totalement inutiles, du moins matériellement et qui ne gênent donc pas les intérêts de cette dernière. Car telle est bien la conséquence d'une gestion qui n'ose pas dégager une politique raisonnable et raisonnée de la recherche fondamentale et de la relève universitaire en fonction des nécessités scientifiques à moyen et long terme.

sibilité où ils sont de l'exercer; mais ce sont des prolétaires nouveaux parce que leur aliénation est qualitative d'abord et qu'elle dépasse la revendication traditionnelle de la jeunesse ou de l'artiste, pour devenir celles de tous ceux qui, enseignants, chercheurs, techniciens, assistants sociaux, médecins, ecclésiastiques, ne peuvent se dérober dans l'exercice de leur profession à une exigence d'amélioration qualitative de la société. Emprisons-nous d'ajouter que les contours de ces groupes sociaux comme leurs motivations sont encore flous, et que leur situation est loin d'être homogène. Certains se révoltent parce qu'ils se rendent compte que l'organisation sociale détruit ce qu'ils font et tient en échec leur visée profonde. D'autres n'acceptent pas de voir leur statut social ou professionnel remis en question, d'autres enfin, placés au cœur de la société et de ses secteurs de pointe, se révoltent parce qu'ils sont aux prises directement avec les contradictions sociales. Cette dernière catégorie se rapproche en fait de ce qu'on appelle la nouvelle classe ouvrière, mais il convient de se garder ici de toute généralisation, notamment dans le cas de la Suisse romande.

À la jeunesse, porte-parole traditionnel de la contestation, ressentie plus moralement qu'économiquement, s'est donc joint progressivement depuis quelques années la voix d'hommes plus pondérés et qui

vivent dans leur métier les contradictions de la société capitaliste actuelle. Certes tous ceux qui ressentent, qui souffrent de ce malaise de la civilisation ne militent pas politiquement ou pas uniquement politiquement. On les retrouve aussi actifs dans les Eglises, et les associations culturelles par exemple. Mais c'est apparemment dans ce milieu que les groupuscules recrutent leur « clientèle ». En comparaison avec celle des ligues fascistes des années 30, faites surtout d'étudiants, d'employés, de rentiers, de boutiquiers, ruinés par la crise, la différence saute aux yeux. Elle explique déjà l'orientation politique « de gauche » prise par ce renouveau de la contestation. Il ne s'agit plus seulement de lutter contre une société de misère et de retrouver un ancien statut social dans un monde plus vrai, comme le réclamaient les extrémistes de droite; il s'agit pour les groupuscules actuels de reprendre par le durcissement de la lutte des classes le combat fondamental contre le capitalisme, abandonné par les associations historiques de la classe ouvrière, trahi par le schéma soviétique du socialisme. Le recrutement social n'est pas seul à expliquer cette orientation. D'autres suggestions plus politiques peuvent être avancées, qui vont du discrédit du modèle révolutionnaire fasciste jusqu'à la réussite gestionnaire de la droite et de la Sociale démocratique, depuis 1945, en Europe occidentale et aux

Etats-Unis. Comment ne pas voir enfin que non seulement le mouvement de contestation de la jeunesse est né aux Etats-Unis et en Europe à propos des rapports entre les pays nantis et le Tiers Monde et que les groupuscules sont sortis des actions menées contre la guerre du Vietnam, contre la discrimination raciale, etc...? Depuis 1945, il ne semble plus rester d'autres solutions pour ceux qui estiment que la société industrielle et son organisation capitaliste doivent être détruites que d'en appeler à l'analyse marxiste de la lutte des classes et à la vision eschatologique du socialisme révolutionnaire.

Trois conditions d'existence

Tel est le contexte général de l'apparition de ces nouvelles formations. Mais l'analyse ne saurait s'arrêter là. Si nous voulons mieux comprendre les avatars et les difficultés de la conscience révolutionnaire des groupuscules, nous devons examiner les trois conditions qui président à leur constitution, comme à celle de tous groupes sociaux qui visent à transformer radicalement la société, c'est-à-dire à devenir des acteurs historiques:

- l'identité qui recherche les solidarités
- l'opposition qui désigne l'adversaire
- la totalité qui fixe la vision globale de l'homme et de la société.